

L'Étudiant (site web)

mercredi 10 septembre 2025 1065 mots

Mobilisation du 10 septembre : les étudiants "sans-facs" expriment une "colère générale" contre la sélection à l'université

En se joignant aux milliers de Français mobilisés pour cette journée du mouvement "Bloquons tout" du 10 septembre, les étudiants ont souhaité rappeler leur colère face aux politiques menées par les derniers gouvernements. Parmi elles, la sélection à l'université.

"Si la fac nous prend pas, c'est la rue qu'on prendra", "La sélection c'est dégueulasse", "Pour les places en master, on reste deter"... Réunis place du Châtelet, à Paris, à la mi-journée, une centaine d'étudiants a décidé de se joindre au mouvement "Bloquons tout" du mercredi 10 septembre. Avec en tête, des revendications bien précises telles que la contestation de la sélection à l'université et l'exigence de davantage de moyens pour les facs.

Car à l'heure actuelle, selon Sam, militante de l'Unef Nanterre, "le gouvernement nous propose un avenir complètement pourri". L'étudiante en master d'histoire est entourée d'une quarantaine de membres du collectif des "sans-facs", également mobilisés pour rendre visible leur combat. "Les coupes budgétaires dans les services publics ont pour conséquence d'accentuer la sélection à l'université", déplore Warda, membre du collectif des étudiants "sans-facs" de Nanterre.

Le collectif, d'environ 80 membres actifs, fait partie des quelques 80.000 étudiants mobilisés en France le 10 septembre, selon le recensement de l'Union étudiante à la mi-journée.

"J'ai l'impression que mon projet professionnel tombe à l'eau"

Derrière sa pancarte "Inscrivez les sans-facs", Zélie exprime discrètement son mécontentement, à l'écoute des différentes prises de parole de l'Unef. L'étudiante de 21 ans, qui a bouclé sa licence de psychologie l'année dernière, se retrouve aujourd'hui sans master pour la rentrée. "J'ai l'impression que mon projet professionnel tombe à l'eau. C'est comme si je ne méritais pas d'avoir une place", regrette-t-elle.

Après avoir fait 15 vœux dans différentes universités via la plateforme Mon Master, et malgré une saisine auprès du recteur, elle n'a toujours aucune proposition positive d'une université dans son domaine. "Tout ce que j'ai reçu, ce sont des rejets de la part des universités auprès desquelles le recteur avait fait une demande", explique l'étudiante.

Depuis le mois de juillet, le collectif des "sans-facs" de Nanterre a recensé plus de 200 dossiers d'étudiants comme Zélie au sein de l'université. "Je me bats parce que si je veux obtenir mon titre de psychologue. Je n'ai pas le choix, il me faut un master", ajoute l'étudiante, qui exprime même le sentiment "d'avoir perdu trois ans de sa vie".

Des étudiants obligés de refuser des écoles privées

Quelques mètres plus loin, Maeve* a aussi répondu présente pour visibiliser son combat. La bachelière de 18 ans, qui cherche à intégrer une licence de droit, a participé aux deux phases de Parcoursup, sans succès. "J'ai visé des formations qui prenaient normalement à 10-11 de moyenne. Moi, j'ai 13-14 de moyenne, et je n'ai rien", interpelle-t-elle, dans l'incompréhension. Face à l'absence de solution, la jeune femme a sollicité l'accompagnement de la CAES, mais là encore : aucune proposition dans son domaine ne lui a été formulée.

Comme elle, plusieurs étudiants s'élèvent contre une forme de "tri social" qui semble, selon eux, toucher, en majeure partie, des jeunes "racisés", ou originaires de quartiers précaires. "On nous propose de tenter notre chance dans des écoles privées, mais on est obligés de refuser parce qu'on n'a pas les moyens de payer les frais d'inscription", déplore Maeve, qui a envoyé une vingtaine de mails aux universités pour contester les refus et reste très motivée à l'idée d'intégrer une fac.

commission d'accès à l'enseignement supérieur

L'impact du manque de moyens des facs

Dans le cortège de jeunes réunis autour de l'Unef, d'autres étudiants non syndiqués ont également tenu à venir soutenir

leurs camarades. "On souhaite contester le manque de moyens dans les universités", affirme Mathilde, étudiante en master de communication, adossée à un abribus, légèrement en retrait des pancartes et des mégaphones. Pour l'étudiante de l'UPEC, "augmenter les aides et les élargir le plus possible" devient une nécessité pour lutter contre la précarité des jeunes.

Parmi les conséquences du manque de moyens évoquées, la suppression de filières dans certaines universités, mais aussi de postes, avec un manque de personnel de plus en plus criant. "C'est l'impact qu'on voit le plus, mais il y a aussi l'enjeu de la vétusté de certains locaux, comme certains amphis qui prennent l'eau à cause de fuites dans les plafonds", illustre Héloïse, également militante à l'Unef Nanterre.

Le mouvement syndical étudiant affiche d'ailleurs sur ses pancartes une de ses revendications : un plan d'urgence de 15 milliards d'euros pour les universités. Pour rappel, 60 universités sur 75 se sont déclarées en déficit budgétaire cette année, selon France universités.

Mobiliser sur la durée

L'enjeu n'est pas uniquement de "se mobiliser aujourd'hui" mais de continuer dans les prochains jours à exprimer "notre colère", explique Sam. L'étudiante était justement ce mercredi matin sur les bancs de la fac de Nanterre pour proposer aux étudiants de se joindre au mouvement du 10 septembre.

Cette semaine, rameuter les foules n'a pas été une mince affaire : "Tous les étudiants n'ont pas encore fait leur rentrée, ça peut être difficile de les mobiliser", explique Héloïse. Pourtant, lors des dizaines d'assemblées générales organisées un peu partout sur les campus la veille, les étudiants se sont manifestés en nombre. "On a compté 170 personnes présentes à l'AG de Nanterre", ajoute l'étudiante en master d'anthropologie. On sent qu'il y a une envie de se battre."

Dès jeudi, l'Unef tiendra un comité de mobilisation afin de structurer les différentes actions des prochaines semaines. Le collectif des "sans-facs" entend quant à lui se mobiliser sur le campus de Nanterre, lundi 15 septembre, dans l'optique d'être reçu par la présidence de l'université.

L'année dernière, le collectif avait réussi à obtenir 15 inscriptions grâce à son combat auprès des universités pour inscrire les étudiants sur le carreau. Un chiffre en baisse. Un seul mot d'ordre pour eux : "Ne rien lâcher".

*Le prénom a été modifié à la demande de l'intéressé(e).

Lire aussi

"Bloquons-tout" : où les étudiants et lycéens se sont-ils mobilisés ce mercredi ?

Lire aussi

Manque de places en master : doit-on en ouvrir davantage ?

Lire aussi

Refus sur Parcoursup : que faire si vos vœux ont été rejetés ?

Lire aussi

Universités en déficit : quel sera l'impact sur les étudiants ?

Voir cette publication sur Instagram Une publication partagée par l'Étudiant (@letudiant_)

Les étudiants contestent la sélection à l'université et demandent davantage de moyens pour les facs.

© Rachel Rodrigues

[Cet article est paru dans L'Étudiant \(site web\)](#)